



Conseil de sécurité

Distr. générale
5 avril 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 2 avril 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport ci-joint, présenté par le Tadjikistan en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



Annexe

**Lettre datée du 28 mars 2002, adressée au Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste par le Représentant permanent
du Tadjikistan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport adressé par le Gouvernement de la République du Tadjikistan au Comité contre le terrorisme créé en vertu du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et du rapport qui y est joint en tant que document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
(Signé) Rashid **Alimov**

Pièce jointe

[Original : russe]

**Rapport établi par le Gouvernement de la République
du Tadjikistan en application de la résolution 1373 (2001)
du Conseil de sécurité concernant la lutte antiterroriste,
en date du 28 septembre 2001**

La résolution 1373 concernant la lutte antiterroriste, adoptée par le Conseil de sécurité le 28 septembre 2001, constitue une réaction opportune et appropriée de la communauté internationale aux actes de terrorisme cruels, inhumains et sans précédent commis aux États-Unis d'Amérique, le 11 septembre 2001, par les forces du terrorisme international.

Au Tadjikistan, ces actes ont été perçus comme un défi impudemment lancé au monde progressiste.

La réaction des dirigeants et des peuples de l'immense majorité des pays et l'opération de lutte antiterroriste lancée par les États-Unis d'Amérique et la coalition internationale sur le territoire de l'État islamique d'Afghanistan en vue d'éliminer le régime extrémiste des Taliban et les bases terroristes d'Al-Qaïda indiquent qu'un nouveau chapitre s'est ouvert dans la lutte menée par le monde civilisé contre les forces internationales du terrorisme et de l'extrémisme.

Malgré la complexité de sa situation politique interne, la faiblesse de son économie et les autres problèmes qu'elle connaît, la République du Tadjikistan a, dès les premiers jours de son indépendance, adopté une position de principe en ce qui concerne le règlement du conflit interafghan. Le Président de la République, E. Rakhmonov, a présenté une initiative et systématiquement défendu devant diverses instances, notamment l'Assemblée générale des Nations Unies, la position de notre pays concernant la nature réactionnaire du mouvement des Taliban, la nécessité de prévenir et d'éliminer les menaces posées par les terroristes provenant d'Afghanistan et la création d'un « cordon de sécurité » autour de ce pays.

La République du Tadjikistan a pris une part active au processus de règlement des questions liées à l'Afghanistan dans le cadre du Groupe des 6 + 2.

Notre pays, lié à l'Afghanistan non seulement par une longue frontière commune mais aussi par des liens historiques, ethniques et culturels, s'est d'emblée placé aux premières lignes de la lutte contre le terrorisme, ayant lui-même subi les graves conséquences du trafic d'armes et de stupéfiants auxquels se livrent les terroristes et les extrémistes internationaux.

Alors que les Taliban contrôlaient plus de 90 % du territoire de l'État islamique d'Afghanistan, le Tadjikistan, restant fermement sur ses positions, a reconnu Burhanuddin Rabbani comme Président légitime du pays et soutenu l'Alliance du Nord dans sa lutte contre les Taliban.

L'adoption de la résolution 1373 du Conseil de sécurité concernant la lutte antiterroriste, en date du 28 septembre 2001, nous a confortés dans la position que nous avons adoptée.

Les organes compétents de l'État tadjik ont pris les mesures nécessaires pour assurer l'application de cette importante décision internationale.

Le Tadjikistan s'acquitte de toutes les obligations qui lui incombent en vertu des conventions internationales et des traités et accords multilatéraux et bilatéraux relatifs à la lutte antiterroriste auxquels il est partie.

Des lois et autres textes normatifs sur la lutte contre le terrorisme font l'objet d'un constant travail d'élaboration. Les mesures de lutte contre le terrorisme et les activités des forces de l'ordre dans ce domaine sont notamment régies par les lois de la République du Tadjikistan sur la lutte contre le terrorisme et sur les armes, ainsi que par les décrets présidentiels sur les mesures de renforcement de la lutte contre la criminalité, la consolidation de l'état de droit et le maintien de l'ordre, et sur les mesures d'urgence visant à combattre le trafic de drogue.

Le Tadjikistan s'acquitte de toutes les obligations qui découlent du Programme des États membre de la CEI pour lutter contre le terrorisme international et les autres formes d'extrémisme jusqu'en 2003 et du Programme inter-États de mesures conjointes de lutte contre la criminalité pour la période 2000-2003. Des programmes semblables sont mis en oeuvre sur le plan national. Le Centre antiterroriste des États membres de la CEI, créé en 2000 sur décision des chefs d'État de la CEI, s'est ouvert à Moscou (Fédération de Russie); l'antenne régionale de Bichkek (République kirghize) est également opérationnelle et le Tadjikistan y a dépêché un représentant.

Le Tadjikistan soutient le projet d'ouverture d'un centre de lutte antiterroriste de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et participe, au niveau des experts, à l'établissement des documents nécessaires.

Le Tadjikistan a été un des premiers États à condamner les actes barbares commis aux États-Unis d'Amérique le 11 septembre et à se déclarer prêt à s'associer aux mesures antiterroristes prises par la communauté internationale. Les autorités de notre pays ont permis l'utilisation du territoire du Tadjikistan, de ses aéroports et de son espace aérien aux fins de la lutte contre le terrorisme. Nous avons aussi fait part de notre volonté de soutenir l'action humanitaire et d'y contribuer.

Compte tenu de la situation géopolitique du Tadjikistan et du rôle qu'il joue dans le processus de règlement politique interafghan et la recherche d'une solution intégrée au problème afghan, le Gouvernement tadjik a engagé une action énergique, systématique et diversifiée et mène activement des consultations et des négociations avec les dirigeants légitimes de l'Afghanistan et des autres États intéressés à voir la situation de ce malheureux pays se stabiliser au plus vite.

Le Tadjikistan a été directement confronté ces dernières années aux problèmes de la lutte antiterroriste, et a accumulé une grande expérience et nombre de résultats concrets à cet égard. Les services spéciaux et les forces de l'ordre du pays ont constitué une base de données sur les groupements internationaux terroristes et extrémistes, sur les personnes appartenant à ces groupements, sur la nature et les buts de leur activité, sur leurs méthodes et les moyens par lesquels ils préparent des actes de terrorisme, sur les filières de transport d'armes et d'autres moyens mis en oeuvre pour commettre des actes de terrorisme, ainsi que sur les déplacements des terroristes.

Il faut noter que pendant la durée de l'affrontement politique et militaire au Tadjikistan, sur le territoire de la République islamique d'Afghanistan se sont constitués et ont fonctionné des bases et des camps d'entraînement de terroristes et de saboteurs, parmi lesquels il y avait des ressortissants tadjiks que l'on envoyait ensuite commettre des actes d'hostilité au Tadjikistan. C'est ce que confirment très concrètement la documentation de nombreuses affaires pénales relatives à des actes de terrorisme et de sabotage. Les témoignages de membres de groupes terroristes arrêtés, recueillis pendant l'instruction d'affaires pénales, manifestent que pendant plusieurs années, dans des camps et des bases situés sur le territoire de l'Afghanistan, plusieurs milliers de personnes venant de nombreux pays ont suivi auprès d'instructeurs expérimentés un entraînement au terrorisme et au sabotage. La lutte contre le terrorisme international ne peut donc se confiner à l'élimination des bases d'Al-Qaïda et du mouvement des Taliban, il faut absolument qu'elle soit menée de manière ciblée, systématique et dynamique par les services compétents de tous les pays.

Le Tadjikistan s'acquitte des obligations qu'il a assumées au titre d'accords multilatéraux et bilatéraux concernant la préparation et la réalisation de mesures conjointes d'enquête, de procédure et d'instruction, la recherche de terroristes, les échanges d'informations concrètes, etc.

Des relations étroites et fructueuses de coopération se sont nouées à cette fin entre les services compétents du Tadjikistan et leurs homologues de la Fédération de Russie, de l'Ouzbékistan, du Kirghizistan, du Kazakhstan, de l'Azerbaïdjan et de l'Ukraine, et une coopération est en train de s'établir avec la République populaire de Chine, l'Inde et d'autres pays. Les relations à cet égard sont désormais plus actives avec les services spéciaux des États-Unis d'Amérique, d'Allemagne, de France et d'autres pays de la coalition antiterroriste.

On s'occupe toute particulièrement de prévenir et d'empêcher que soient commis des actes de nature terroriste. On a renforcé depuis le début de l'opération antiterroriste en Afghanistan les mesures que l'on prenait déjà auparavant pour empêcher les personnes appartenant à des groupements terroristes de pénétrer sur le territoire tadjik. En liaison avec les garde-frontières de la Fédération de Russie, on a renforcé les obstacles physiques et le contrôle à la frontière afghane; la délivrance des documents de voyage et des visas d'entrée et de sortie sont l'objet d'un contrôle plus strict.

Afin de mettre au jour et d'éliminer les éventuelles filières d'aide financière aux menées terroristes, on contrôle de près les opérations financières et la comptabilité des groupes, sociétés et particuliers suspects.

Une nombreuse diaspora afghane est établie au Tadjikistan depuis plusieurs années et se compose surtout de réfugiés; étant donné que des indices pourraient indiquer que des partisans des Taliban et des membres de groupements de terrorisme international se cachent en son sein en se faisant passer pour réfugiés, on procède actuellement à une nouvelle immatriculation de cette catégorie de personnes. Lorsque la situation en Afghanistan deviendra plus stable et que le pouvoir de l'État s'y renforcera, le Tadjikistan compte qu'une solution sera trouvée au problème du retour des réfugiés afghans, avec la coopération du nouveau Gouvernement afghan.

À propos de la lutte contre le terrorisme, il faut souligner combien la lutte efficace contre la diffusion illicite de stupéfiants est d'actualité. On sait que

l'instabilité et la paralysie de fait des pouvoirs publics qu'a connues l'Afghanistan, ainsi que la complicité coupable des dirigeants du mouvement des Taliban, ont fait que ces dernières années, ce pays a été le lieu de production de plus de la moitié de l'offre mondiale de stupéfiants, dont une partie transitait par le territoire tadjik vers les pays d'Europe.

Le Gouvernement tadjik a déclaré maintes fois à la tribune d'organisations internationales respectées, notamment de l'ONU, qu'il était indispensable de conjuguer les efforts de la communauté internationale pour lutter contre ce fléau. Une initiative du Président du Tadjikistan, E. Rakhmonov, et l'appui de l'Organisation des Nations Unies, ont permis de créer une Agence de contrôle des stupéfiants auprès de la Présidence du Tadjikistan, qui fonctionne désormais avec succès. Une série de décrets présidentiels, d'amendements et d'additifs à la législation pénale et au code de procédure pénale tadjiks ont alourdi les peines imposées pour les crimes liés au terrorisme et au trafic illicite de stupéfiants.

Un décret publié en décembre 1994 a été très important à cet égard : il s'agit du décret du Président de la République du Tadjikistan relatif à la remise volontaire et à la confiscation des armes à feu, des munitions et des équipements militaires dans la population de la République du Tadjikistan. L'application de ce décret, qui est indissolublement liée au problème du terrorisme dans son ensemble, est un des axes prioritaires de l'activité des forces de l'ordre. Les succès notables obtenus en ce sens sont confirmés par la stabilisation de la situation dans le pays et par la relance du processus de constitution d'une société civile démocratique au Tadjikistan.

En conclusion, il faut souligner que le Tadjikistan reste comme précédemment convaincu de la nécessité pour la communauté internationale de conjuguer ses efforts afin de lutter contre toutes les formes de terrorisme, d'extrémisme et de violence, quels que soient les objectifs politiques ou autres par lesquels on tente de les justifier.

Le Tadjikistan réaffirme qu'il est prêt à remplir toutes les obligations qu'il a assumées en vertu de la résolution du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative à la lutte contre le terrorisme international, d'accords internationaux et d'instruments normatifs, et à poursuivre et développer la coopération internationale pour la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme; il est disposé à débattre toutes les propositions dans ce domaine.

Le présent rapport est soumis en application des dispositions du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, en date du 28 septembre 2001.

Le Vice-Premier Ministre
de la République du Tadjikistan
(Signé) S. **Zoukhov**